

CESION

El (la) abajo firmante (En adelante EL CEDENTE)

- 1. DESPRES, Jean-Luc**
- 2. HABAS, Thomas**
- 3. QUINTERO-MARQUEZ, Adriana**
- 4. MARTEL, Frédéric**

en su carácter de inventor /diseñador con domicilio en:

1. c6 rue Arnoult Quenardel 51360 VERZENAY, Francia
2. 55 rue Albert 75013, París
3. 1bis rue de Verdun 78110 LE VESINET, Francia
4. 14 rue Chabaud 51100 REIMS, Francia

por el presente documento declara que cede todos y cada uno de los derechos que le corresponden o puedan corresponderle sobre la siguiente invención, modelo de utilidad, diseño industrial **PCT/FR2020/050730**

a: **EUROPEENNE DE BIOMASSE**

Con domicilio en **12 rue de la Chaussée d'Antin 75009, París**

En prueba de la mutua aceptación de esta cesión ambas partes CEDENTE y CESIONARIO firman el presente documento.

Dado y firmado en

A los días de de 2021

1. DESPRES, Jean-Luc

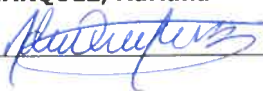


El Cedente

2. HABAS, Thomas

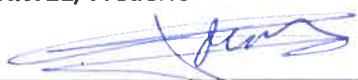
El Cedente

3. QUINTERO-MARQUEZ, Adriana



El Cedente

4. MARTEL, Frédéric



El Cedente

El Cesionario

ASSIGNMENT

The undersigned (Hereinafter THE ASSIGNOR)

- 1. DESPRES, Jean-Luc**
- 2. HABAS, Thomas**
- 3. QUINTERO-MARQUEZ, Adriana**
- 4. MARTEL, Frédéric**

Inventor /designer of domiciled at

1. 6 rue Arnoult Quenardel 51360 VERZENAY, France
2. 55 rue Albert 75013, París
3. 1bis rue de Verdun 78110 LE VESINET, France
4. 14 rue Chabaud 51100 REIMS, France

do hereby declares that it assigns all and each of his rights and privileges on the following invention, industrial design, utility model **PCT/FR2020/050730**

to: **EUROPEENNE DE BIOMASSE**

with domicile in **12 rue de la Chaussée d'Antin 75009, París**

As a proof of the mutual acceptance of this assignment, both parties ASSIGNOR and ASSIGNEE sign the present document.

Granted and signed at

on this day of of 2021

1. DESPRES, Jean-Luc

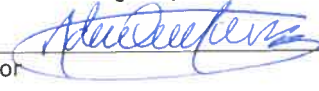


The Assignor

2. HABAS, Thomas

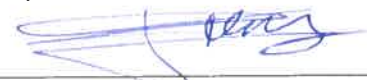
The Assignor

3. QUINTERO-MARQUEZ, Adriana



The Assignor

4. MARTEL, Frédéric



The Assignor

The Assignee

AVENANT N°1

AU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE CONCLU LE 03 SEPTEMBRE 2012

Entre les soussignés

Pour l'employeur :

La SAS Européenne de biomasse au capital de 1.546.580 Euros
Dont le siège social est 12, rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris
Tél. : +33 (0) 1 40 07 96 00 – Fax : +33 (0) 1 40 17 07 28
RCS Paris B 480 023 241 – APE 4671Z – TVA Intracommunautaire : FR 72 480 023 241
Représentée par Monsieur Jean Baptiste MARIN en sa qualité de Président

D'une part,

Pour l'employé

Thomas HABAS
Demeurant 50, Boulevard du Général Leclerc – 92 200 NEUILLY S/SEINE
Immatriculé à la Sécurité Sociale sous le n°1 81 12 62 041 189 64
Né le 26/12/1981 à Arras, de nationalité Française

Référence de l'organisme auquel l'employeur verse les cotisations de sécurité sociale et numéros sous lequel les cotisations sont versées : URSSAF de Paris, n°48002324100031.

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

Ce contrat est régi par les textes de lois en vigueur.

Pour information, la Convention Collective actuellement applicable à l'entreprise est celle des Combustibles (négoce et distribution), et a été complétée notamment par des Règlement intérieur et Charte informatique.

Les parties ont convenu de modifier à partir du 1^{er} avril 2019 le contrat qu'elles avaient signé le 03 septembre 2012 par le présent avenant.

Les parties conviennent par la présente de modifier l'article « Obligations de loyauté & confidentialité – clause de non concurrence ».

De ce fait, et en accord avec Monsieur Thomas Habas, la clause « Obligations de loyauté & confidentialité – clause de non concurrence » est supprimée et remplacée à compter du 1^{er} avril 2019 par la « clause de non concurrence et de non sollicitation – obligations de loyauté » ci après.

Les parties conviennent également d'ajouter une clause de propriété intellectuelle – inventions, ci après définie.

 1

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE ET DE NON SOLLICITATION – OBLIGATION DE LOYAUTÉ

Non concurrence

1. Compte tenu de la nature de ses fonctions, Le salarié est amené :

- à acquérir une connaissance approfondie des activités exercées par la Société,
- à recueillir et à détenir des informations confidentielles commerciales et techniques décisives relatives à la stratégie de la Société, à son savoir-faire, et à ses secrets de fabrication,
- à développer des relations privilégiées avec des tiers, qu'ils soient clients, prospects ou partenaires commerciaux de la Société.

La divulgation de telles informations hors du présent contrat à des entreprises concurrentes existantes ou futures, serait de nature à nuire gravement aux activités de la Société dont la pérennité serait ainsi mise en péril. C'est la raison pour laquelle Le salarié est soumis à une obligation de non-concurrence, ce qu'il accepte expressément.

2. En cas de rupture du présent contrat pour quelque cause que ce soit, et quelle que soit la Partie qui en a pris l'initiative, Le salarié s'interdit d'exercer dans les conditions ci-après, une activité concurrençant l'activité de la Société, c'est à dire l'innovation et la fabrication du HPCI® ou autres produits développés par l'entreprise.

Le salarié s'interdit donc :

- de s'intéresser, conseiller, contrôler, exploiter ou créer, à quelque titre que ce soit (en tant que mandataire, profession libérale, consultant, actionnaire, etc, cette liste n'étant pas limitative), que ce soit directement ou indirectement ou par personne interposée, pour son compte ou celui d'un tiers, à toute activité et/ou entreprise créée ou en voie de création concurrençant ou susceptible de concurrencer l'activité actuelle et à venir de la Société, quelle que soit sa forme juridique, et notamment de se mettre à son service, même sous forme de conseils, pour y exercer toute activité similaire à celle exercée pour le compte de la Société,
- de travailler à quelque titre que ce soit, au sein d'entreprises ayant une activité similaire à celle de la Société, c'est-à-dire au sein d'entreprises dont l'activité a un rapport avec la fabrication et la vente de HPCI® Black Pellet ou autres produits développés par l'entreprise,
- de solliciter la clientèle de la Société avec laquelle il a été en contact durant les deux années précédant son départ de la Société.

3. Cette interdiction s'applique à compter du départ effectif du Salarié de la Société, pour une durée de douze (12) mois dans le périmètre suivant : France Métropolitaine.

Il est précisé que le territoire précité s'entend comme celui dans lequel toute obligation de non-concurrence est proscrite, peu importe que son origine ou sa domiciliation soit située en dehors de ce territoire.

En cas de non-exécution, totale ou partielle, ou de non application du préavis du Salarié, cette interdiction s'appliquera à compter de la date de non-exécution ou de non application du préavis.

Le salarié s'engage par ailleurs à informer tout futur employeur des obligations à sa charge au titre de son obligation de non-concurrence.

4. En contrepartie de l'engagement de non-concurrence pris par Le salarié, la Société s'engage à lui verser à compter de son départ, et jusqu'au terme de son engagement de non-concurrence, une indemnité compensatrice mensuelle et spéciale qui lui sera versée à la fin de chaque mois, égale à 40 % de la moyenne

mensuelle des appointements perçus par Le salarié au cours des douze derniers mois (ou de la durée de l'emploi si celle-ci a été inférieure à 12 mois) précédant la rupture du présent contrat.

Toutefois, la Société sera dispensée de ce versement si elle a renoncé, dans les délais indiqués ci-après, à l'application de la clause de non-concurrence.

Le salarié reconnaît expressément que l'indemnité visée ci-dessus compense de manière équitable et définitive les contraintes qu'il supportera du fait de l'application de la présente clause de non-concurrence.

Il reconnaît également expressément que la présente clause ne l'empêche aucunement de trouver un emploi similaire à celui qu'il occupe au sein de la Société, dans d'autres domaines d'activité.

L'indemnité compensatrice précitée étant la contrepartie du respect de la présente clause de non-concurrence par Le salarié, son versement cessera en cas de manquement du Salarié à son obligation de non-concurrence, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par la Société.

5. La violation de la présente clause de non-concurrence par Le salarié rendra ce dernier automatiquement redevable envers la Société du remboursement de l'intégralité de l'indemnité de non-concurrence versée par la Société depuis l'origine, et aura pour effet de libérer la Société du versement de la contrepartie financière prévue au présent article.

La violation de la présente clause de non-concurrence rendra également Le salarié automatiquement redevable envers la Société, à première demande et sans autre formalité, d'une pénalité fixée dès à présent et forfaitairement à douze (12) fois le salaire mensuel brut moyen perçu par Le salarié (apprécié sur la moyenne des 12 derniers salaires bruts perçus par Le salarié dans la Société) sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure d'avoir à cesser l'activité concurrentielle litigieuse, et sans préjudice des dommages et intérêts complémentaires que la Société pourrait réclamer en réparation de son préjudice réel.

Le paiement de la pénalité précitée n'est donc pas exclusif du droit que la Société se réserve de poursuivre Le salarié en remboursement du préjudice subi du fait de la violation de la présente clause.

Cette pénalité devra être versée à la Société pour chaque infraction constatée.

La Société se réserve en outre le droit de faire cesser, par tout moyen approprié, l'activité concurrente.

6. Il est expressément convenu entre les parties que la Société se réserve le droit de renoncer par écrit à l'application de cette clause de non-concurrence. Dans ce cas, la notification expresse de cette renonciation sera faite et émise par la Société auprès du Salarié dans les quinze (15) jours calendaires suivant la première présentation de la notification de rupture du présent contrat, et par écrit (sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge).

Non sollicitation

Le salarié s'interdit expressément, pendant une période de 12 mois à compter de son départ effectif de la Société, pour quelque motif que ce soit, soit personnellement, soit indirectement par toute autre personne physique ou morale :

- de persuader ou tenter de persuader un client ou un fournisseur de la Société de réduire ou de cesser son activité avec la Société ;
- de présenter la clientèle de la Société à une entreprise exerçant le même type d'activité

Obligation de Loyauté

Le salarié s'engage à adopter, tant pendant la durée du contrat qu'après sa cessation pour quelque cause que ce soit, un comportement loyal vis-à-vis de la Société, et notamment à ne rien faire qui serait susceptible de nuire à ses intérêts commerciaux et économiques, à son image et sa réputation, ainsi qu'à l'image et la réputation de ses dirigeants et/ou mandataires.

Le salarié s'abstient également de tout comportement ou propos susceptibles de heurter ses collègues, sa hiérarchie, ainsi que les clients, fournisseurs, prospects de la Société, et de manière générale, tout tiers avec lesquels cette dernière est en contact.

Le salarié s'engage de ce fait à faire preuve en toute occasion, de tact, de délicatesse et de discrétion à l'égard de ces derniers.

Toute violation des dispositions du présent article pourra donner lieu à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à un licenciement ainsi qu'à des poursuites judiciaires.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – INVENTIONS

1 Le salarié cède à la Société, dans le cadre du présent avenant au contrat de travail initialement signé le 03 septembre 2012, la propriété matérielle et intellectuelle des réalisations qu'il sera éventuellement amené à concevoir pour le compte de celle-ci (ci-après désignées les « Réalisations »).

2 Les Réalisations recouvrent tous les travaux, de quelque nature que ce soit, conçus et créés par Le salarié, seul ou en collaboration avec d'autres personnes, (i) dans l'exercice de ses fonctions (dans ou hors de la Société), ou (ii) d'après les instructions de la Société ou (iii) dans le domaine des activités de la Société ou (iv) par la connaissance ou l'utilisation des techniques et/ou moyens spécifiques de la Société ou de données procurées par elle, susceptibles de donner prise à des droits de propriété intellectuelle (ce incluant les droits de propriété littéraire et artistique - y compris les logiciels - et les droits de propriété industrielle).

Le terme « Réalisations » comprend sans que cette liste soit exhaustive (i) tous les procédés, produits, données, techniques, formules, méthodes de gestion industrielle ou commerciale, ainsi que les améliorations et le savoir-faire y afférent, etc. (ii) tous les signes distinctifs, en ce compris les marques, dénominations sociales, noms commerciaux, enseignes et noms de domaine, etc. (iii) toutes les œuvres originales, en ce compris les écrits de toute nature, notamment tout écrit littéraire, technique, économique ou scientifique, toute création graphique ou typographique, prototypes, images animées ou non, photographies, les œuvres musicales et audiovisuelles, les logiciels, les dessins et modèles, les logos, les slogans, les développements informatiques, les bases de données et tout élément de sites internet sur tous supports, notamment papier ou numérique.

3 A la demande de la Société, Le salarié s'engage (i) à signer tous documents, à effectuer tous actes que la Société pourrait raisonnablement demander afin de lui permettre de bénéficier pleinement de la cession, et notamment de procurer des preuves concernant la création des Réalisations et l'existence et la propriété des droits de propriété intellectuelle y afférents ; et (ii) de mettre en œuvre tous les moyens raisonnables afin que tout tiers, dont l'intervention serait nécessaire, s'y emploie.

4 D'une part, Le salarié cède à la Société la propriété matérielle des supports originaux de ses Réalisations.

5 D'autre part, Le salarié cède expressément et à titre exclusif, au fur et à mesure de leur conception, à la Société l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle afférents à ses Réalisations, et ce pour tous les territoires du monde entier et pour tout le temps que durera la propriété intellectuelle d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée. Il est expressément entendu que cette

cession perdurera au-delà de la fin du présent contrat, et ce quelle qu'en soit la cause.

La présente cession comporte pour la Société le droit d'exploiter, à titre exclusif, directement ou par l'intermédiaire de toute tierce personne, notamment les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation suivants :

- le droit de reproduction : le droit de reproduire, directement ou indirectement, tout ou partie des Réalisations, sans limitation de nombre, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à toutes fins utiles, notamment commerciales, gratuites, onéreuses, et publicitaires ;
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, d'ajouter, d'arranger, de modifier, directement ou indirectement tout ou partie des Réalisations sous toute forme et par tout moyen ou procédé de communication connus ou inconnus à ce jour, le droit de décompiler ou de retirer tout élément des Réalisations de les mettre à jour, de les enrichir, de les associer à tout texte, légende, graphique, dessin, d'en faire une synthèse, de les réécrire, les traduire en toute langue, les intégrer en tout ou partie à d'autres œuvres existantes ou à venir, à une base de données, à un recueil, à un site web, d'adapter les Réalisations aux contraintes graphiques de la Société et aux supports de diffusion, et ce sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- le droit de représentation : le droit de communiquer les Réalisations au public, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu à ce jour, sous toute forme et à toutes fins utiles, notamment commerciales, gratuites, onéreuses, et publicitaires ;
- le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer les Réalisations par la mise sur le marché, la commercialisation, dans le monde entier, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location, le prêt ou la vente des Réalisations, sous toutes ses formes, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- le droit de céder ou concéder à tout tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit et par tout type de contrat, notamment par voie de cession, de licence, de contrat de prestations de service, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif, onéreux ou gratuit et dans le monde entier ;
- le droit de protéger les Réalisations, lorsqu'elles sont diffusées sous format numérique, par toute mesure technique de protection et/ou d'information au sens de l'article L.331-5 du Code de la propriété intellectuelle.

Pour l'ensemble des droits susvisés, sont compris tous les moyens et supports d'exploitation, de toute nature, connus ou inconnus à ce jour, et notamment :

- la diffusion directe ou indirecte par tout moyen de communication, télécommunication, communication numérique, satellitaire ou par câble ;
- le téléchargement et la télétransmission ;
- la télévision et la radio par voie hertzienne terrestre ou spatiale, analogique ou numérique ;
- les réseaux intranet et internet et de manière générale tous réseaux de télécommunication ;
- les réseaux de téléphonie fixe ou mobile, wap ;
- les supports de toute nature, papier, magnétique, optique, disque, support numérique ou électronique, tant actuel que futur, et notamment le CD-Rom, CD-photo, CD-I, DVD et DVD Rom, tablettes numériques, serveur, cloud, le papier électronique (tel que le procédé « e paper » ou « e-ink ») et livre électronique, et, d'une manière générale, tout autre support, actuel ou futur, permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des données numérisées, de consulter et d'exploiter les Réalisations ainsi que les adaptations qui en seront faites, hors ligne ou en ligne par le biais d'une connexion informatique distante et/ou locale, tels que notamment le disque dur interne ou externe d'ordinateur, les cartes mémoires et clefs USB, les assistants électroniques (PDA), les téléphones portables multimédias ;
- ainsi que la reproduction sur tout objet, matière ou matériaux.

6 La cession des droits de propriété intellectuelle au profit de la Société porte sur toutes les Réalisations, qu'elles soient achevées ou inachevées.

7 En outre, conformément aux dispositions de l'article L.113-9 du Code de la propriété intellectuelle, tous les droits patrimoniaux, sur les logiciels (ERP, développement web, etc.) et leur documentation créés par Le salarié (i) dans l'exercice de ses fonctions, (ii) d'après les instructions de la Société, (iii) dans le domaine des activités de la Société, (iv) grâce à des connaissances, moyens ou données procurés par la Société, sont dévolus automatiquement à la Société qui est seule habilitée à les exercer. Le salarié s'engage à en reconnaître la propriété à la Société et à remplir à cet effet toutes les formalités et démarches nécessaires, en France et à l'étranger. Le salarié renonce expressément à revendiquer tout droit éventuel de propriété intellectuelle et notamment de reproduction, de représentation, d'exploitation, relatif aux logiciels ou applications mobiles créés par lui et ce tant en France que dans le monde, quel que soit le support, et pendant toute la durée légale de la protection.

8 Il est précisé que, dans la mesure où la réalisation des Réalisations fait partie des fonctions du Salarié et sont réalisées dans le cadre de son temps de travail, la contrepartie de l'exploitation des Réalisations par la Société est comprise dans la rémunération brute du salaire mensuel qu'il perçoit.

Néanmoins, les dépôts d'une demande de brevet feront l'objet d'une prime spécifique dont le montant sera évalué par la Direction au regard de l'intérêt du brevet, de son extension internationale, et soumis à répartition entre co-inventeurs.

9 Le salarié cède également le droit de faire enregistrer les Réalisations à titre de marque (pour tous types de produits et services), de dessin ou modèle ou de nom de domaine, au nom et pour le compte de la Société, pour la France et/ou pour l'Union européenne et/ou pour tout pays étranger.

10 Conformément aux dispositions de l'article L.611-7 du Code de la propriété intellectuelle, les inventions susceptibles d'être réalisées par Le salarié, dans l'exécution de son contrat de travail et de toute mission inventive qui lui serait confiée, appartiennent à la Société selon les modalités suivantes :

a) en cas de mission inventive conduisant à la création et au développement d'une invention par Le salarié, dans le cadre de l'exécution soit du présent contrat de travail soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement confiées, ladite invention, qu'elle soit brevetable ou non, appartiendra, ab initio, à la Société.

La Société accordera au Salarié, à l'occasion de cette invention, une rémunération supplémentaire, conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention collective applicable à la Société.

b) Le salarié s'engage à céder, sans restriction ni réserve, à la Société l'ensemble des droits patrimoniaux (droit de reproduction et droit de représentation) qu'il détient ou détiendra sur l'ensemble des inventions, brevetables ou non faites par lui (i) soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions, (ii) soit dans le domaine des activités de la Société auxquelles Le salarié a participé au moment de la découverte de l'invention, (iii) soit par la connaissance ou l'utilisation des techniques ou de moyens spécifiques à la Société ou de données procurées par elle. Dans ces hypothèses, la Société pourra revendiquer la propriété ou la jouissance de l'invention du Salarié, en contrepartie du versement d'un juste prix que les Parties s'engagent à négocier de bonne foi en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

Conformément aux dispositions des articles R.611-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, Le salarié s'engage, pendant toute la durée du présent contrat à déclarer immédiatement à la Société, qui en accusera réception, toutes les inventions dont il sera l'auteur ou le coauteur, en communiquant tous renseignements, dessins ou documents de quelque nature en sa possession, relatifs à l'invention réalisée par lui ou avec son concours.

Le salarié s'engage à effectuer toute démarche et accomplir toute formalité utile pour permettre à la Société

d'obtenir un brevet ou une protection similaire concernant toute invention ou amélioration appartenant de plein droit à la Société et à laquelle il aurait participé. De la même manière, Le salarié s'engage à apporter son concours à la Société pour établir et défendre ses droits sur un tel titre de propriété industrielle.

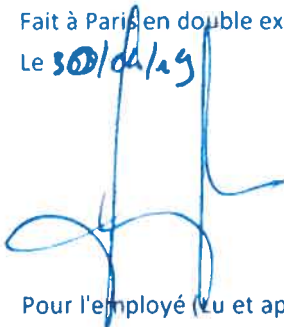
Le salarié et la Société doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par la Loi.

L'ensemble des autres dispositions du contrat signé le 03 septembre 2012 restent en conséquence inchangées et continueront de s'appliquer.

Fait à Paris en double exemplaire

Le 30/04/19

Lu et approuvé



Pour l'employé (Lu et approuvé)
Monsieur Thomas HABAS



Pour l'employeur
Monsieur Jean Baptiste MARIN



[Logo: Européenne de Biomasse]

RIDER No. 1

PERMANENT EMPLOYMENT AGREEMENT ENTERED INTO ON SEPTEMBER 3, 2012

Between the undersigned Parties

On behalf of the employer:

The European Biomass SAS (*Société par actions simplifiée*) [a simplified limited liability company]
having a share capital of 1,546,580 Euros
Whose registered office is located at 12, rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris
Tel: +33 (0) 1 40 07 96 00 - Fax: +33 (0) 1 40 17 07 28
Trade and Companies Registry of Paris B No. 480 023 241 - APE (*Activité Principale de l'Entreprise*)
[Business Code] 4671Z - Intra-Community VAT No.: FR 72 480 023 241
Represented by Mr. Jean Baptiste MARIN acting in his capacity as Chairman

Party of the first part,

On behalf of the employee

Thomas HABAS
Residing at 50, Boulevard du Général Leclerc — 92200 NEUILLY SUR SEINE
Having Social Security Registration No. 1 81 12 62 041 189 64
Date of birth 12/26/1981 in Arras, of French nationality

Organization reference to whom the employer pays social security contributions and reference numbers under which the contributions are paid: Paris URSSAF (*Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales*) [Organizations for the payment of social security and family benefit contributions]
No. 48002324100031.

Party of the second part.

WHEREAS:

This Agreement shall be governed by the prevailing laws.

For information purposes, the Collective Bargaining Agreement currently applicable to the company is the National Collective Bargaining Agreement on the Trading and distribution of solid, liquid and gaseous fuels and petroleum products, and which has been notably supplemented by Internal Company Bylaws and an IT Charter.

As of April 1, 2019, the Parties have agreed to amend the Employment Agreement that they had signed on September 3, 2012, by way of this Rider.

The Parties hereby agree to amend the article “Duty of Fair Dealings & Confidentiality - Non-compete clause.”

As a result, and in agreement with Mr. Thomas Habas, the clause “Duty of Fair Dealings & Confidentiality - Non-compete clause” is hereby deleted and replaced as of April 1, 2019, by the “Non-compete and Non-solicitation clause - duty of Fair Dealings” here below.

The Parties also agree to add an intellectual property - inventions clause, defined here below.

[initials x 2] 1

NON-COMPETE AND NON-SOLICITATION CLAUSE - DUTY OF FAIRNESS

Non-Compete

1. Having regard to the nature of the Employee's duties, the Employee shall:
 - acquire an in-depth knowledge of all activities carried out by the Company,
 - collate and possess key trade-related and technical confidential information relating to the Company's strategy, know-how, and manufacturing secrets,
 - to develop privileged relationships with third parties, whether they are the Company's clients, prospective clients or business partners.

The disclosure of such information outside the scope of this Employment Agreement to existing or future competing companies, would be likely to seriously damage the Company's business, the sustainability of which would thus be imperiled. This is the reason why the Employee shall be subject to a non-compete clause, which the Employee hereby expressly accepts.

2. In the event of termination of this Employment Agreement for any reason whatsoever, and regardless of the Party that initiated such termination, the Employee shall refrain from carrying out, under the following conditions, any activity that competes with the Company's activity, meaning innovation and the manufacture of HPCI® or other products developed by the company.

Therefore, the Employee shall be prohibited from:

- taking any interest, advising, controlling, operating or creating, in any capacity whatsoever (as an authorized representative, professional, consultant, shareholder, etc., this list not being exhaustive), whether directly or indirectly, or through an intermediary, personally or on behalf of a third party, in any business activity and/or company incorporated or in the process of being incorporated, that competes with or is likely to compete with the Company's current and future activities, regardless of its legal form, and notably from engaging in any business activity that is similar to that being carried out on behalf of the Company,
 - working in any capacity whatsoever, within companies having a similar activity to that of the Company, meaning within companies whose activity is related to the manufacture and sale of HPCI® Black Pellet or other products developed by the company,
 - soliciting the Company's clients with whom the Employee has had dealings with during the two years preceding the Employee's departure from the Company.
3. This prohibition shall apply from the date of the Employee's effective departure from the Company, for the following twelve (12) months within the following territory: Metropolitan France.

It is hereby specified that the aforementioned territory is understood to include any territory in which any non-compete clause prevails, regardless of whether it was incorporated or headquartered outside this territory.

In the event of non-performance, whether in whole or in part, or non-enforcement of the Employee's notice, this prohibition shall apply from the date of non-performance or non-enforcement of the notice.

The Employee also undertakes to inform any future employer of the duty of non-compete incumbent upon the Employee.

4. In consideration for the duty of non-compete undertaken by the Employee, the Company hereby agrees to pay the Employee, from the date of the Employee's departure, and until the end of the Employee's non-compete undertaking, a special monthly compensation allowance shall be paid at the end of each month, being equal to 40% of the average

[Logo: Européenne de Biomasse]

monthly salary received by the Employee during the previous twelve months (or the term of employment if it was less than 12 months) prior to the termination of this Employment Agreement.

However, the Company shall be exempted from this payment if it has waived the enforcement of the non-compete clause within the deadlines indicated below.

The Employee expressly acknowledges that the compensation cited above both fairly and definitively compensates the Employee for any constraints that the Employee may suffer as a result of the enforcement of this non-compete clause.

The Employee also expressly acknowledges that this clause does not prevent the Employee from finding similar employment to that the Employee holds within the Company, in other business fields.

Given the aforementioned compensation shall be consideration for the Employee's compliance with this non-compete clause, the payment thereof shall cease in the event of the Employee's breach of its duty of non-competition, without prejudice to any damages that may be claimed by the Company.

5. Any breach of this non-compete clause by the Employee shall automatically make the latter liable to the Company for the reimbursement of the full non-competition compensation paid by the Company from the outset, and shall have the effect of releasing the Company from any duty to make payment of the financial compensation provided for in this article.

Any breach of this non-compete clause shall also make the Employee automatically liable to pay the Company, upon first request and without any other formality being required, a lump sum penalty fixed at a flat rate of twelve (12) times the average gross monthly salary received by the Employee (assessed on the average of the last 12 gross salaries received by the Employee from the Company) without any formal notice being required to cease the disputed competitive activity, and without prejudice to any additional damages that the Company may claim in compensation for its actual losses.

Payment of the aforementioned penalty is therefore not exclusive of the right that the Company reserves to sue the Employee for reimbursement of any damages it may have incurred as a result of the breach of this clause.

This penalty must be paid to the Company for each proven infringement.

The Company further reserves the right to ensure the competing activity is ceased by taking any appropriate means.

6. It is hereby expressly agreed between the Parties that the Company reserves the right to waive in writing the application of this non-compete clause. In this case, an express notice of this waiver must be issued and sent by the Company to the Employee within fifteen (15) calendar days following the first submission of the notice of termination of this Employment Agreement, and in writing (in the form of a registered letter with an acknowledgment of receipt or by hand-delivered letter against receipt).

Non-Solicitation

The Employee is hereby expressly prohibited, for a period of 12 months from the date of the Employee's effective departure from the Company, for any reason whatsoever, either personally, or indirectly through any other natural or legal person:

- from persuading or attempt to persuade a customer or supplier of the Company to reduce or cease its business with the Company;
- from introducing the Company's customers to a company engaged in a similar type of business activity

Duty of Fair Dealings

The Employee undertakes to adopt, both during the term of the Employment Agreement and following its termination for any reason whatsoever, a behavior of fair dealings towards the Company, and in particular to do nothing that would be likely to harm the Company's commercial and economic interests, its brand and its reputation, or the brand and reputation of its managers and/or authorized representatives.

The Employee shall also refrain from any behavior or remarks likely to disrupt the Employee's fellow colleagues, his managers, or the Company's customers, suppliers, prospective customers and, generally, any third party with whom the Company has dealings.

The Employee therefore undertakes to exercise tact, sensitivity and discretion with respect to the latter at all times.

Any breach of the provisions of this article may give rise to disciplinary sanctions, up to and including dismissal, or may engender legal proceedings.

INTELLECTUAL PROPERTY - INVENTIONS

1. The employee hereby assigns to the Company, within the framework of this Rider to the Employment Agreement initially signed on September 03, 2012, all material and intellectual property resulting from the Employee's works that the Employee may have been required to design on behalf of the Company (hereinafter, referred to as the "Works").
2. The Works shall include all works, of any kind whatsoever, designed and created by the Employee, either acting alone or in partnership with other persons, (i) in the performance of the Employee's duties (within or externally to the Company), or (ii) in accordance with the Company's instructions or (iii) within the sector of the Company's activities or (iv) by the knowledge or use of the Company's specific techniques and/or means or data procured by the Company, likely to give rise to intellectual property rights (including literary and artistic property rights - including software - and industrial property rights).

The term "Works" includes, without this list being exhaustive, (i) all processes, products, data, techniques, formulas, industrial or commercial management methods, including improvements and related know-how, etc. (ii) all distinctive signs, including trademarks, corporate names, trade names, signs and domain names, etc. (iii) all original works, including writings of any kind, including any literary, technical, economic or scientific writing, any graphic or typographical creation, prototypes, animated video or still images, photographs, musical and audiovisual works, software, designs, logos, slogans, IT developments, databases and any website improvements in any medium, including on paper or digitally.

3. At the Company's behest, the Employee undertakes (i) to sign all documents, to carry out all acts that the Company may reasonably request in order to allow it to benefit fully from the assignment, and in particular to provide evidence concerning the creation of the Works and the existence and ownership of the intellectual property rights relating thereto; and (ii) to implement all reasonable means required for any third party, whose involvement is necessary.
4. On the one hand, the Employee shall assign to the Company the physical ownership of the original media of its Works.
5. On the other hand, the Employee expressly and exclusively assigns to the Company, as and when they are created, all of the Employee's intellectual property rights relating to the Works, for all territories around the world and in perpetuity or as long as such intellectual property rights endure under both French and foreign laws and international conventions, whether current or future, including any extensions that may be made to this term of copyright. It is hereby expressly understood that this

assignment shall extend beyond the expiry of this Employment Agreement, for any reason whatsoever.

This assignment includes the Company's right to exploit, on an exclusive basis, whether directly or through any third party, notably any reproduction rights, or the following rights to representation and adaptation:

- right to reproduction: the right to reproduce, whether directly or indirectly, all or part of the Works, without limitation in number, on all media, whether known or unknown to date, and for all useful purposes, including commercial, free of charge, at cost, and for advertising purposes;
- adaptation right: the right to adapt, add, arrange, modify, whether directly or indirectly, all or part of the Works in any form and by any means or method of communication, whether known or unknown to date, the right to decompile or remove any element of the Works to update, enrich, associate with any text, closed caption, graphic, drawing, to make a synthesis, to rewrite, translate them into any language, integrate them, whether in whole or in part with other existing or future works, a database, a collection, a website, adapt the Works to the Company's graphic limitations and to any broadcast media, and this on any media, whether known or unknown to date;
- representation right: the right to disclose the Works to the public, whether directly or indirectly, by any means or disclosure network, whether known or unknown to date, in any form and for all useful purposes, including commercial, free of charge, at cost, and for advertising purposes;
- distribution right: the right to distribute, cause to be distributed or authorize a third party to distribute the Works by placing them on the market, the marketing, worldwide, whether for consideration or free of charge, including for the rental, loan or sale of the Works, in all forms whatsoever, whether in whole or in part, by any process and on any medium, for any audience, and without limitation;
- the right to assign or grant to any third party, whether in whole or in part, in any form whatsoever and by any type of agreement, including by way of assignment, license, agreement for the provision of services, all or part of the assigned rights, whether temporarily or definitively, whether for a fee or free of charge, and throughout the world;
- the right to protect the Works, when they are broadcast in digital form, by any technical means of protection and/or IT means pursuant to Article L.331-5 of the Intellectual Property Code.

For all of the aforementioned rights, all means and operating media, of any kind whatsoever, whether known or unknown to date, and including:

- direct or indirect broadcasting by any means of communication, telecommunication, digital, satellite or cable communication;
- downloading and remote transmission;
- television and radio over the air, using terrestrial or satellite infrastructure, whether by analogue or digital means;
- intranet and internet networks and, in general, all telecommunications networks;
- fixed or mobile telephone networks, WAP system;
- media of any kind, whether in paper, magnetic, optical, disk, digital or electronic form, both current and future, and including a CD-ROM, CD-photo, CD-I, DVD and DVD-Rom, digital tablets, server, cloud, electronic paper (such as the "e-paper" or "e-ink" process) and electronic book, and, generally, any other medium, whether current or future, allowing for the temporary or permanent storage of digitized data, the consultation and exploitation of the Works and any adaptations thereof, whether offline or online via a remote and/or using a local computer connection, such as an internal or external computer hard disk, memory cards and USB keys, electronic assistants (PDA), or smart phones;
- and any copying on any item, material or materials.

6. Any assignment of intellectual property rights in favor of the Company shall relate to all Works, whether completed or incomplete.
7. Furthermore, in accordance with the provisions of Article L.113-9 of the Intellectual Property Code, all property rights in the software (ERP, web development, etc.) and their documentation created by the Employee (i) in the performance of the Employee's duties, (ii) in accordance with the Company's instructions, (iii) in the sector of the Company's business activities, (iv) by means of knowledge, means or data procured by the Company, are automatically vested in the Company, who shall have the sole rights to exercise such rights. The Employee undertakes to acknowledge the ownership of the Company and to complete all necessary formalities and procedures, both in France and abroad. The Employee hereby expressly waives any intellectual property rights and notably with respect to the reproduction, representation and exploitation of the software or mobile apps created by the Employee, both in France and throughout the world, regardless of the medium, and throughout the legal term of copyright.
8. It is hereby specified that, to the extent that the completion of the Works forms part of the Employee's duties and that the Works are completed within the framework of the Employee's work hours, the consideration for the Company's exploitation of the Works is included in the gross remuneration of the monthly salary the Employee receives.
Nevertheless, the filing of a patent application shall be subject to the payment of a specific premium, the amount of which shall be assessed by the Management having regard to the subject-matter of the patent, its international scope, and subject to apportionment between the co-inventors.
9. The Employee shall also assign the right to register the Works as a trademark (for all types of products and services), design or domain name, in the name and on behalf of the Company, throughout France and/or for the European Union and/or in any foreign country.
10. In accordance with the provisions of Article L.611-7 of the Intellectual Property Code, inventions likely to be made by the Employee, in the performance of the Employee's employment agreement and any inventive remit entrusted to the Employee, shall belong to the Company in the following manner:
 - a) in the event of an inventive remit leading to the creation and development of an invention by the Employee, within the context of the performance either under this employment agreement or of studies and research explicitly entrusted to the Employee, the said invention, whether patentable or not, shall belong, ab initia, to the Company.

The Company shall grant the Employee, at the time of creating this invention, additional remuneration, in accordance with the provisions of Article 28 of the Collective Bargaining Agreement applicable to the Company.
 - b) The Employee hereby undertakes to assign to the Company, without restriction or reservation, all economic rights (reproduction and representation rights) that the Employee possesses, or shall possess over all the inventions, whether patentable or not patented by the Employee (i) either within the course of the performance of the Employee's duties, (ii) either in the sector of the Company's activities in which the Employee participated at the time of the discovery of the invention, (iii) or by the knowledge or use of the techniques or means specific to the Company or data procured by it. In such cases, the Company may claim ownership or enjoyment of the Employee's invention, in return for the payment of a fair price that the Parties undertake to negotiate in good faith based on the initial contributions of both Parties and the industrial and commercial utility of the invention.

In accordance with the provisions of articles R.611-1 and following of the Intellectual Property Code, the Employee hereby undertakes, throughout the term of this Employment Agreement, to immediately declare to the Company, who shall acknowledge receipt thereof, of all inventions which the Employee created or co-created, by disclosing any information, drawings or documents of any kind in the Employee's possession, relating to the invention made by the Employee or with the Employee's help.

The Employee hereby undertakes to carry out all necessary steps and formalities to enable the Company to

[Logo: Européenne de Biomasse]

obtain a patent or similar protection in respect of any invention or improvement over which the Company has a right of ownership and in which the Employee has participated in the development thereof. Similarly, the Employee undertakes to assist the Company in perfecting and defending its rights over such industrial property.

The Employee and the Company must refrain from any disclosure likely to compromise, whether in whole or in part, the exercise of the rights conferred by Law.

All other provisions of the Employment Agreement signed on September 03, 2012, shall remain accordingly unchanged and shall continue to apply.

Signed in Paris, in duplicate.

On [Handwriting: 04/30/2019]

[Handwriting: Read and approved]

[Signature]

[Signature]

On behalf of the Employee (read and approved)
Mr. Thomas HABAS

On behalf of the Employer
Mr. Jean-Baptiste MARIN

